

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1: L'édito / p.2 : International : Abou Daryaei / Boualem Sansal / Uruguay / Syrie p.3 à 5 : Place au débat : avec leur politique tous les voyants au rouge / Avez-vous remarqué : Kasbarian et le RN / p.6 : Actualité sociale : le fret ferroviaire / p.7 : Brèves sociales / p.8 : Coup de gueule : pour un service public de la petite enfance

EDITO

Comme on pouvait s'y attendre le gouvernement Barnier n'a pas résisté à la première motion de censure déposée à la suite d'un 49-3. Il fallait être bien naïf pour croire à la sincérité du Rassemblement national dont l'objectif principal est de pousser Macron à la démission afin de provoquer une élection présidentielle anticipée assurant plus de chance à Marine Le Pen d'en sortir vainqueur. Attendre 2027 c'est le risque pour le RN de voir émerger des concurrents crédibles tant à droite qu'à gauche même si aujourd'hui personne ne semble en mesure de réunir une majorité de suffrages.

De son côté, Mélenchon se concentre uniquement sur la présidentielle même si ses chances d'être au second tour sont sans doute moindres qu'en 2017.

Pour écarter le danger d'une nouvelle censure, Macron doit enfin comprendre qu'il faut un gouvernement soutenu par la gauche, ce qui implique un programme reprenant au moins une partie de celui du Nouveau Front Populaire, peu importe l'habillement qu'on lui donne. Pouvoir d'achat, retraites, sécurité, services publics, santé, lutte contre les conséquences du réchauffement climatique font partie de ce que réclament nos compatriotes, quel que soit le vote exprimé lors des dernières élections législatives. Les

Français ont massivement rejeté la reconduction du programme macroniste que voulait mettre en œuvre Barnier. Il est temps de les écouter.

On verra dans les jours qui viennent quel nom sortira du chapeau de Macron. Sa dernière intervention a une fois de plus donné le sentiment d'un président « hors sol » replié sur lui-même, incapable d'avouer qu'il avait perdu aux dernières élections et de reconnaître et sa responsabilité et que son tour était passé. Au contraire de De Gaulle ou Mitterrand qui auraient su assumer la situation.

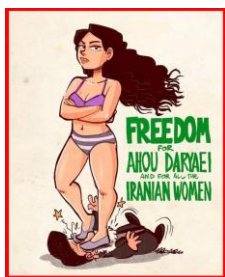
Faute pour lui de prendre la décision qui s'impose, il est vraisemblable que la situation sociale va empirer et que les mots « Macron démission » seront de plus en plus proclamés dans les cortèges.

Les Français demandent une politique qui les protège, pas le programme cher aux actionnaires et aux millionnaires.

A Macron de le comprendre. A défaut, avec les autres forces syndicales, politiques et associatives nous saurons le rappeler à celui qui se voulait Jupiter et qui n'est plus que le commandant d'un navire en perdition continuant imperturbablement sa route qui le conduit, lui et la France droit sur l'iceberg comme le Titanic.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL



Femme, Vie, Liberté ! Ahou Daryaei, l'étudiante iranienne qui s'était dévêtue pour protester contre le harcèlement des « gardiens de la révolution islamique » avait été arrêtée le 2 novembre. En Iran, dans le monde et en France, une vidéo de son geste a été reprise par les réseaux sociaux. On y voit Ahou Daryaei, jeune mère de famille de 30 ans, en sous-vêtements tandis qu'un milicien essaie d'intervenir. De nombreuses femmes iraniennes se sont solidarisées ; la journaliste Masih Alinejad a réagi sur son compte X (ex-Twitter) : « Une étudiante harcelée par la police des mœurs à cause de son hidjab 'inapproprié' n'a pas reculé. Elle a transformé son corps en manifestation ». Invoquant des « troubles psychiatriques », comme souvent quand les islamistes doivent reculer, le porte-parole du pouvoir judiciaire a annoncé, le 19 novembre que l'étudiante qui s'était dévêtue pour protester contre la police des mœurs est retournée dans sa famille et ne sera pas poursuivie. Sa liberté dépend cependant de notre vigilance et de notre soutien. Femme, Vie, Liberté !

Liberté pour Boualem Sansal ! L'écrivain franco-algérien a été arrêté à l'aéroport d'Alger par le régime moyennâgeux et corrompu qui règne en Algérie.



Son arrestation révèle la volonté de ses dirigeants de faire taire une grande voix - qui, en plus, a le malheur d'être franco-algérienne - qui s'élève pour porter la liberté de penser, d'écrire, de s'exprimer. Il s'agit, en même temps, de faire taire la parole « d'un homme d'une rare sincérité, toujours fidèle à ses principes, même lorsque ceux-ci l'exposent à des dangers incommensurables ». « L'arrestation de Boualem Sansal symbolise une volonté d'éteindre la lumière qu'il porte, une lumière faite de courage intellectuel et d'universalité. Son combat pour la liberté de penser et de dire ce qui est

juste dépasse les frontières et nous concerne tous. En muselant Boualem Sansal, c'est une voix qui éclaire nos consciences que l'on cherche à faire taire. » (dixit *Kamel Bencheikh*). Exiger la libération de Boualem Sansal, c'est, comme le rappelle *Pierre Bazin*, marcher dans ses pas pour l'universalisme et son corollaire, l'État de droit. Un universalisme ouvert à la pluralité des opinions et des traditions, certes, mais ferme sur son projet de transcender les sectarismes. Un État de droit soucieux d'abord de protéger les libertés individuelles. Ce que le gouvernement algérien ignore. Se taire c'est la lâcheté qui laisse, en France, tuer la laïcité.



Retour au pouvoir du camp progressiste en Uruguay : Yamandú Orsi, le candidat de la coalition de gauche Frente Amplio (FA, coalition de partis de centre-gauche et de gauche), dauphin de l'émblématique ex-président « Pépé » Mujica, a remporté dimanche 24 novembre l'élection présidentielle en Uruguay. Il s'est imposé par 49,8 % des voix, contre 45,9 % pour son adversaire du parti national (droite conservatrice, libérale en économie) Alvaro Delgado, homme du président sortant.

Âgé de 57 ans, ancien professeur d'histoire et gouverneur d'un département en périphérie de Montevideo entre 2015 et 2024, le président élu a grandi dans une famille rurale modeste. En 1989, il rejoint un mouvement de gauche fondé par l'ex-guérillero José Mujica. À 89 ans et atteint d'un cancer, celui-ci n'a pas ménagé sa peine pour mettre sa grande popularité au service de son dauphin durant la campagne. Le nouveau président prendra ses fonctions le 1^{er} mars 2025, et pourra s'appuyer sur une gauche bien ancrée au sein de l'Assemblée générale. Le 27 octobre (également premier tour de la présidentielle), des élections parlementaires avaient vu le FA remporter 16 des 30 sièges du Sénat et 48 des 99 sièges de la Chambre des députés, soit deux de moins que le nombre requis pour obtenir la majorité absolue. Lors de sa campagne, Yamandú Orsi avait souligné que ce résultat offrait à son camp les conditions pour « mener à bien les transformations dont le pays a besoin ».



Syrie : Les islamistes prennent le pouvoir avec la bénédiction de l'Otan et l'indifférence de la Russie. Les Syriens passent de Charybde en Scylla. Certes, la dictature d'Assad est tombée, mais nous savons ce que sont les régimes islamistes pour les minorités ethniques et religieuses comme pour les femmes.

PLACE AU DÉBAT

Avec leur politique TOUS LES VOYANTS AU ROUGE POLITIQUE de l'OFFRE, DESTRUCTION de notre MODELE SOCIAL, CRISE POLITIQUE

Par Jean Claude CHAILLEY



La politique de l'offre est un échec total.

Aucun ministre, aucun économiste, même ultra libéral, n'attend une amélioration, un minimum de croissance, dans les prochaines années. C'est la conséquence des politiques menées : hausse du chômage, extension de la pauvreté, baisse de la consommation, baisse de la production, coupes budgétaires dans les services publics et la protection sociale.

- Rien qui permettrait de réduire les « déficits », la dette ; Leur seule politique c'est la spirale sans fin de l'austérité, à commencer par les budgets de la Sécurité sociale (PLFSS 2025-2028) et de l'Etat (PLF), 110 milliards et plus d'économies d'ici 2028, et plus car leurs mesures sont facteur de récession.
- Conséquence et objectif de leur politique : rien pour financer le développement des services publics, de la protection sociale, de la transition écologique.
- De plus en plus on insinue que la Grèce est le modèle « puisqu'on emprunte plus cher que la Grèce » (mais moins cher que les Etats Unis). La BCE est d'ailleurs largement responsable de l'augmentation des taux pour lutter contre une spirale prix – salaires d'ailleurs inexistante.
- Les révisions de croissance du PIB se font à la baisse, Et pourtant ils en sont fiers. Mme Borne, entre autres, s'abaisse à multiplier les mensonges éhontés sur le « shutdown » (fermeture de tous les services publics, plus de paiement des retraites...) si le budget n'est pas voté. Les médias, Barnier nous annoncent « une crise financière ». Les responsables des crises, c'est eux !
- M Attal s'oppose à ce qu'on revienne sur la moindre réduction des exonérations de cotisations sociales « patronales », alors qu'elles ont augmenté de 22 Md d'effets d'aubaine ces dernières années. Finalement compromis à 1,5 Md de baisse des exonérations sur plus de 1000 Md de rémunérations des salariés du privé.
- Il y a au total 200 Md d'aides aux entreprises. **Ceux qui parlent sans cesse de faire des économies, que c'est incontournable, veulent augmenter les exonérations de cotisations sociales, réduire les impôts de production,... Un monument d'hypocrisie au service des fonds d'investissements, des fonds de pension, pour beaucoup dominés par les Etats Unis.**

Les conséquences sociales et économiques de la guerre en Ukraine, qui s'étend maintenant en Russie, et peut-être demain dans toute l'Europe.

Les dramatiques conséquences humaines

Des centaines de milliers de morts et d'invalides des 2 côtés, dont les effets se feront sentir longtemps. Des destructions massives. La reconstruction prendra des années et des années, un marché pour lequel les multinationales se battent depuis longtemps, en lien avec le niveau des aides militaires à l'Ukraine.

Mais il y a aussi des gagnants et des perdants.

- **La guerre en Ukraine affaiblit considérablement l'Europe et la Russie.** C'est Poutine qui a envahi l'Ukraine. Mais il y a en arrière-plan une forte dimension de conflit sur le gaz. Déjà Obama s'opposait à Merkel : il ne voulait pas de Nord Stream 2 pour approvisionner l'Allemagne en gaz russe à bon marché, favorable à la compétitivité de l'industrie allemande. Nord Stream 2 n'existe plus, des commandos s'en sont chargés.
- **Les Etats Unis sont grands gagnants de la guerre.** En Europe on n'importe presque plus de gaz russe, mais du GNL issu de gaz de schiste américain au tarif prohibitif. La Pologne bénéficie d'aides de l'Union européenne. Elle livre des F16 en Ukraine et achète des F35 aux Etats Unis.

Les conséquences écologiques des guerres.

Beaucoup de ressources (comptablement des composantes du peu de croissance du PIB !) sont utilisées pour détruire les hommes et la planète en Ukraine, à Gaza, dans une soixantaine de conflits dans le monde.

La COP 29 ne trouve pas de moyens suffisants. Ils sont dans les moyens militaires qui explosent partout dans le monde, y compris en France et en Europe.

L'offensive américaine « America first » de Trump puis Biden affaiblit l'Europe.

Avec l'énergie plus chère, couplée à l'IRA de Biden (Inflation Reduction Act), **l'industrie européenne, y compris allemande, s'effondre.**

L'IRA donne des **avantages fiscaux aux entreprises** qui investissent dans les énergies propres et aux consommateurs qui achètent des produits verts **fabriqués aux Etats Unis**

Ces mesures s'ajoutent au prix compétitif de l'énergie (gaz de schiste) alors que l'Europe est victime du marché européen de l'électricité et de la guerre en Ukraine qui a considérablement réduit l'approvisionnement en gaz russe bon marché même s'il en reste.

Conséquence : les grandes entreprises reviennent sur leurs projets d'investissements, migrent vers les Etats Unis.

Trump 2 ne peut qu'accélérer considérablement ce mouvement.

- Avant même d'être au pouvoir il menace d'augmentations de taxes de 25 % sur TOUS les produits entrant aux USA du Canada et du Mexique. Pour la Chine il ajoutera une surtaxe de 10 % sur les autres – dans un premier temps –
- **La réponse de Lagarde : « Buy american »**, achetez américain, pour équilibrer la balance commerciale américaine avec l'Europe. Et notamment (Les Echos 28 novembre) acheter du GNL (et on nous parle de décarbonisation !) et des équipements militaires.
- **Risque de tensions, voire de guerre avec la Chine.** La Russie, à l'économie branlante, à la démographie catastrophique, avant l'invasion de l'Ukraine, est affaiblie pour des années. Trump risque fort de vouloir entraîner l'Europe dans sa croisade contre la Chine.

Délocalisations en Europe.

- Sophie Binet : « N'oublions pas que la première destination de délocalisation c'est l'Europe! »
Le déficit des échanges de biens et services avec l'Union européenne est de **31,1 Md** en 2023.
Les discours sur l'harmonisation par le haut sont démentis par la réalité. Le SMIC français est 6^{ème} de l'UE, après l'Allemagne (Eurostat) mais très au-dessus des ex « pays de l'est » qui ont un smic entre moins de 500 € et 1000 €. Le transport est rapide. On peut y délocaliser facilement les usines.
- « Compétitivité ». Le MEDEF et ses représentants macronistes, LR, RN, demandent à baisser les « cout du travail pour « être compétitifs ». **Faut-il diviser les salaires par 2 ou 3 pour être compétitifs en Europe ?**

La politique de l'offre s'aggrave avec Macron – Barnier – Attal – Wauquiez – Le Pen

Les plans sociaux se multiplient – on parle de 200 000 suppressions d'emplois ! -. La conséquence de leur politique, de leurs budgets d'économies, c'est la marche à la destruction de notre modèle social. Il est loin le temps où Kessler était à peu près seul à *oser* déclarer publiquement qu'il fallait éradiquer notre modèle social. Maintenant Nicolas Doze, journaliste économique vedette du groupe BFM, s'en fait ouvertement l'avocat, avec beaucoup d'autres.

Pour reprendre les paroles d'un VP du MEDEF à la fête de l'Huma devant des centaines de militants : « **la Sécurité sociale de 1945 n'est plus soutenable** ». La droite, l'essentiel des médias, sous des formes diverses matraque « **qu'on n'a plus les moyens** ».

Suit une série de mesures, jours de carence pour les fonctionnaires, réduction des indemnités journalières, dans une offensive tous azimuts et sans fin. Prenons 2 exemples

ILLUSTRATION : LES RETRAITES. Barnier inflexible sur 1 % du budget retraites qui permettrait de les revaloriser de l'inflation !

- **Travailler de plus en plus vieux...**

Des années pour tenter de convaincre qu'il faut travailler beaucoup plus vieux, et faute de convaincre, pour l'imposer, y compris par Hollande : allongement de la durée de cotisation pour le taux plein, 62 ans, puis 64 ans par 49-3.

Les « amis du socle commun » de M Barnier ont empêché de voter la PPL NFP pour revenir à 62 ans. Il n'y a jamais eu aucun vote pour les 64 ans.

D'ores et déjà ils jugent que 64 ans, c'est loin d'être suffisant, « il faut travailler plus »

- **...et baisser sans cesse les pensions**

1987 : désindexation des pensions par P Séguin puis par E Balladur en 1992. Jusque-là les pensions étaient indexées sur le salaire moyen qui en général augmente plus vite que l'inflation.

Année après année les pensions décrochent. Le COR (Conseil d'Orientation des Retraites) a montré l'effet dévastateur, déjà actuellement, et l'aggravation majeure pour les décennies à venir. Ce qui entraîne l'essor des Fonds d'Épargne Retraite (fonds de pension) qui se développent sans être pour l'instant obligatoires.

Depuis 1987 la revalorisation des pensions de l'inflation est dans le code de la Sécurité sociale. Barnier et « ses amis » la remet en cause.

Elle a été précédée par un retraité.es bashing dans les médias, qui ne s'embarrasse pas de nuances.

« Les retraité.es sont des riches ». « Ils ont un niveau de vie supérieur aux actifs ». « Les retraites sont responsables de la moitié de l'augmentation du déficit de la France »...

- Le gouvernement a décidé de raboter 4 Md en reportant au 1^{er} juillet l'augmentation des pensions
- Tollé !
- Dans la nuit du 22 au 23 novembre le Sénat adopte l'amendement Wauquiez : revalorisation au 1^{er} janvier de la moitié de l'inflation prévue pour 2025 (soit 0,9 %) pour toutes les pensions.
- Puis les pensions inférieures au SMIC net, à 1500 €, seront de nouveau revalorisées de la moitié de l'inflation au 1^{er} juillet, avec rattrapage des écarts d'inflation du 1^{er} semestre

C'est ce qui a parfois été présenté comme une mesure « sociale », une « victoire » partielle,...

Qu'en est-il ?

- Pour les pensions inférieures au SMIC net c'est la simple application du code de la Sécurité sociale, sans aucun coup de pouce. Rien de social
- Pour les pensions supérieures au SMIC net c'est la perte DEFINITIVE de la moitié de l'inflation car ça se répercutera dans les années futures. C'est une volonté de nivellement par le bas des « riches », ceux qui ont plus de 1500 € de pension !
- **Un retraité « riche » est maintenant défini comme ayant une pension supérieure à 1500 €.**
- Ces « riches »-là il faut réduire davantage leur pension, par exemple les geler. Sur les chaînes publiques même retraités bashing que sur les chaînes commerciales. Ainsi pour Julien Arnaud de Télématin supprimer les 10 % d'abattement « c'est une piste ». Il y en a beaucoup d'autres avec un objectif : **baisser considérablement les pensions. Le combat ne peut que continuer.**
- **L'économie sur les retraites sur laquelle Barnier est inflexible c'est 3,5 Md d'économies, 1 % du budget retraites, environ 0,5 % du budget de la Sécurité sociale.**

Il a été moins inflexible sur la réduction des exonérations de cotisation sociales « patronales ». Elles ont été réduites de 3,5 Md.

Dernière minute, Barnier censuré.

BARNIER PARTI, MACRON ET LA MAJORITE DROITE –EXTREME DROITE A L'ASSEMBLEE NATIONALE RESTENT.

Ce n'est pas Barnier qui a été censuré, mais la politique de Macron battue à plusieurs reprises et minoritaire à l'Assemblée nationale, malgré le Front républicain qui a sauvé nombre de macronistes et LR.

Il faut mettre fin à de la politique de l'offre menée par Hollande – Cazeneuve - Macron, puis Macron et ses gouvernements. Echec complet (industrie, services publics, protection sociale, transition écologique, libertés démocratiques,...), elle est rejetée par une large majorité de français, notamment les salarié.es du public comme du privé.

Une forme d'alliance « Front républicain » de tout ou partie du NFP avec les macronistes, serait la quasi-garantie de victoire du Rassemblement national aux prochaines échéances car posant Mme Le Pen comme seule véritable alternative.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Quand Guillaume KASBARIAN prône un gouvernement avec le RN

Guillaume KASBARIAN vous connaissez ? C'est l'éphémère ministre de la fonction publique, celui qui voulait instaurer 3 jours de carence pour les fonctionnaires en cas d'arrêt de maladie. Alors même que le gouvernement où il siégeait vient de tomber suite au vote d'une motion de censure par le parti de Bardella, ce ministre n'a rien trouvé de mieux que de proposer un gouvernement avec des ministres RN. Pourquoi pas demain proposer au RN de diriger le gouvernement et de mettre en place sa politique réactionnaire et xénophobe ?

ACTUALITÉ SOCIALE

A PROPOS DU FRET FERROVIAIRE

Par Chloé PETAT, co-animatrice du Temps des Ruptures

Au lieu de défendre les intérêts du fret français, Paris courbe l'échine face à la Commission européenne et condamne le secteur du Fret. Au 1^{er} janvier 2025, l'entreprise sera dépossédée de ses activités les plus rentables, au profit des entreprises concurrentes et au détriment des salariés et de l'écologie.

FRET SNCF agonise depuis plusieurs années déjà. Sa part modale n'a cessé de baisser, jusqu'à descendre en dessous de 10%. Son déclin a été accentué par un certain nombre de facteurs :

D'abord, l'ouverture à la concurrence qui a contribué à morceler complètement le marché et qui n'a pas réussi contrairement aux promesses de l'Union européenne, à rendre ses lettres de noblesse au fret. Le nombre de marchandises en milliards de tonnes.km¹ était déjà en déclin depuis les années 1980, il a été divisé par deux en 2010. On peut légitimement considérer que cette baisse drastique et soudaine, est corrélée à l'ouverture à la concurrence effective depuis 2005/2006.

Ensuite, la concurrence déloyale de la route face à laquelle l'Union européenne reste muette. Les investissements massifs dans le réseau routier ont contribué à créer un réseau correctement maillé, efficace et permettant d'effectuer des trajets de bout-en-bout ce qui n'est aujourd'hui pas le cas du réseau ferroviaire.

Les acteurs empruntant les réseaux routiers peuvent par ailleurs contourner la fiscalité en place. En effet, l'utilisation des réseaux routier et ferroviaire nécessite de s'acquitter d'un péage. Pourtant, les acteurs du réseau routier peuvent facilement éviter de payer péages et taxes, en utilisant le réseau routier gratuit et en ne réalisant pas le plein d'essence en France mais dans les pays voisins. Ainsi, ces acteurs ne payent pas la taxe intérieure de consommation des produits énergétiques (TICPE), qui est de 4 centimes par litre pour les transporteurs. Avec la déréglementation du transport routier les entreprises peuvent également faire appel à des travailleurs étrangers moins rémunérés, réduisant ainsi le coût du travail.

Enfin, l'état catastrophique des infrastructures induit une qualité de service insatisfaisante pour les entreprises. En 2022, près d'un train sur six (16%) a accusé un retard de plus de 30 minutes. Le réseau est extrêmement dégradé ce qui explique ces retards : les lignes capillaires qui connectent les entrepôts / usines au réseau principal ont en moyenne 73 ans. De nombreuses lignes ont également été fermés ces dernières années faute de travaux de remise en état.

Désinvestissement dans le réseau, évitement de la fiscalité par les transporteurs routiers, concurrence déloyale, ouverture à la concurrence, circulation des méga-camions favorisée en Union européenne... Voici une liste non-exhaustive des principaux facteurs qui sont en train de tuer le fret ferroviaire.

Pour répondre aux pressions et aux menaces de liquidation totale de la Commission européenne qui visait fret SNCF d'une enquête pour non-respect des règles de la concurrence, le gouvernement a donc décidé de mettre en œuvre en toute discrétion, la réforme présentée par Clément Beaune en mai 2023. La commission accuse notamment fret SNCF d'avoir bénéficié de subventions notamment pour la recapitalisation de l'entreprise, et l'annulation de la dette en 2019 pour un montant d'environ 5 milliards d'euros.

La réforme devient désormais réalité. Au 1^{er} janvier 2025, fret SNCF va être divisé en 2 sociétés, Hexafret pour le transport de marchandises et Technis pour la maintenance.

Il faut également mentionner que malgré le morcellement du marché, fret SNCF conservait encore près de 50% des parts de marché et restait donc un acteur clé. Ces parts de marché vont désormais être réparties entre les autres acteurs du marché. En effet, la réforme oblige fret SNCF à abandonner 23 flux de marchandises (représentant 20% de son chiffre d'affaires), évidemment les plus rentables pour l'entreprise. Ces flux vont être ouverts à la concurrence, sans que fret SNCF puisse y candidater pendant près de 10 ans. L'ouverture à la concurrence n'est donc pas la même pour tous : comment justifier cet écartement de fret SNCF des appels d'offres pendant 10 ans ?

Dernière étape de la réforme : ouvrir le capital de fret SNCF à des investisseurs privés, d'ici quelques années.

Dans « *La révolution ratée du transport ferroviaire au XXI^{ème} siècle* », j'écrivais déjà avant confirmation de la réforme que sa mise en œuvre serait la mort pure et simple de l'entreprise et qu'elle engendrerait le chaos sur le marché. Evidemment, la situation est d'autant plus catastrophique qu'elle impacte directement les cheminots, avec la suppression de 500 emplois.

Le gouvernement défend la réforme en indiquant qu'elle sera un nouveau souffle pour fret SNCF, et que l'Etat va aider le secteur à hauteur de 370 millions d'euros. Cette somme est très faible, au regard des demandes des acteurs du secteur. Selon la commission des finances du Sénat, près de 10 milliards d'euros devraient être investis pour la rénovation du réseau d'ici 2030.

Comment comprendre la schizophrénie de l'Union européenne ? Alors que cette dernière s'est fixée des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, elle condamne un secteur qui serait clé dans cette baisse. En effet, le secteur des transports représente 30% des émissions au niveau mondial et elle condamne aujourd'hui, avec l'accord de la France, un secteur clé pour amorcer la transition.

Au lieu de défendre ses intérêts, la France courbe l'échine face à la Commission européenne et condamne ainsi le fret, qui serait pourtant clé à la fois pour accompagner la réindustrialisation du pays et également pour amorcer la transition écologique. Tout ceci est un non-sens écologique et stratégique.

BRÈVES SOCIALES

Par Marinette BACHE

Carlos Tavares éjecté de Stellantis : Le directeur général de ce groupe automobile multinational franco-italo-américain, de droit néerlandais, fondé le 16 janvier 2021 à la suite de la fusion des groupes Groupe PSA et Fiat Chrysler Automobiles et dont le siège social est aux Pays-Bas, qui émargeait à un salaire annuel de 36,5 millions d'euros, quitte ses fonctions avec « effet immédiat » : plusieurs différends l'opposaient au conseil d'administration du groupe. Plusieurs syndicats, dans les divers pays où le groupe est implanté, se réjouissent de ce départ ; il était critiqué à la fois pour ses méthodes de gestions maltraitantes pour les ouvriers et pour ses vagues de suppressions de postes. En France, le choix de ne pas nommer un nouveau dirigeant avant le premier semestre 2025 crée, selon FO, une « *instabilité certaine* », tandis que, pour la CGT, Tavares « *n'est pas à plaindre et aucun travailleur ne va regretter* » un dirigeant « *qui a massacré l'emploi et détruit des milliers de familles* ». Selon France-Info, son indemnité de départ devrait se chiffrer en dizaines de millions d'euros.

AUCHAN, le groupe de distribution -qui a reçu 500 millions d'aides publiques- a annoncé, le 5 novembre, la suppression de 2389 postes au siège, dans les fonctions supports et les magasins. Au total, 5% des effectifs sont concernés. Décathlon appartient comme Auchan à la famille Mulliez. Décathlon leur verse un milliard d'euros de dividendes. Ces gens, déjà riches à milliards, n'ont pas la moindre empathie pour ces centaines d'hommes et de femmes qui ont trimé pour eux pendant des années. Un exemple révélé par « La Voix du Nord » : Après 40 années de travail une employée s'est vue récompensée d'une médaille Grand Or pour les bons et loyaux services qu'elle a rendus au magasin. Mais la veille de cette décoration, le 23 novembre dernier, elle a été licenciée pour inaptitude suite à un burn-out. L'ancienne salariée a dénoncé une « *suppression d'emploi déguisée en s'appuyant sur une inaptitude au travail* ». Aux prud'hommes de jouer... mais pour les plus de 2300 employés du plan « social » l'horizon ce sera la misère et la précarité.

Les milliardaires français sont les plus riches d'Europe. Parmi les 500 personnes les plus riches du monde, les milliardaires français totalisent 354,3 milliards d'euros contre, respectivement, 280,6 MM€ pour les Allemands, 146,6 MM€ pour les milliardaires du Royaume-Uni, 91 MM€ pour les Suédois, 84 MM€ pour les Italiens, 64,6 MM€ pour les Espagnols. La crise, en France, ce n'est pas pour tout le monde ! Sans compter ce qui est à l'abri dans les paradis fiscaux.

Rachat partiel d'Alcatel : Dix ans après le rachat d'Alcatel par le finlandais Nokia avec la bénédiction de Macron alors ministre de l'Economie, une petite partie de l'équipementier télécoms français, jugée aujourd'hui « stratégique » par l'État français, revient ce mardi sous pavillon tricolore, au nom de la défense de la « souveraineté industrielle » du pays. Antoine Armand a, au nom du gouvernement Barnier le 5 novembre dernier, signé le rachat d'Alcatel Submarine Networks (ASN). Cette re-nationalisation se fait par l'intermédiaire de l'Agence des participations de l'Etat (APE), qui va acquérir 80 % d'ASN. De l'argent, du temps et de la souveraineté de perdus comme RéSO l'avait souligné à maintes reprises.

Après la liquidation d'Impériaux Wheels, une autre entreprise de l'Indre, Azur Med, met la clé sous la porte. Le fabricant de matériel chirurgical installé depuis 2017 dans l'Indre a été placé en liquidation judiciaire. L'entreprise, d'abord basée à La Châtre a déménagé à Neuvy-Saint-Sépulcre. Le fabricant s'était vanté de pouvoir créer 150 emplois lors de son installation. Dans les faits, en 7 ans, ils ne sont montés qu'à 25 salariés au maximum, pour finalement aujourd'hui n'être plus que cinq.

COUP DE GUEULE



**Pas de bébés
à la consigne !**

Pour un service public de la petite enfance

Par Michel JALLAMION

Fausse présence de bébés, accueil d'un nombre d'enfants supérieur à celui autorisé par l'agrément à effectif constant, subventions basées sur des documents falsifiés ou non exécutées selon leur objet, ... le livre « Les Ogres » de Victor Castanet met en lumière le quotidien de People & Baby le « *premier gestionnaire indépendant français de crèches* ». Mais il n'y a pas de raison de penser que cette société fait pire que les autres grands groupes du secteur ! La Maison Bleue, les Petits Chaperons Rouge eux pressurisent à outrance leur masse salariale et donc la qualité de la mission rendue pour remporter les délégations de service public. Tout est bon dans ce secteur, comme pour les autres, pour faire du profit. L'eau, les enfants, la santé, les vieux, ... sont, après tout, des marchés à exploiter comme les autres !

Les crèches sont pourtant une nécessité pour l'émancipation. Comment parler d'égalité femmes-hommes lorsque des femmes seules (ou en couple d'ailleurs puisque dans les faits ce sont très largement elles qui les gardent) ne peuvent faire garder leur enfant ? Ce sont des études, une formation, un emploi qui deviennent inaccessibles. Sans compter l'épanouissement que ces structures collectives ont sur le développement des enfants.

Il y a donc urgence à multiplier les places publiques en crèches et à rémunérer correctement les personnels, les former, pour rendre ce secteur attractif.

Jamais nos gouvernements n'ont pris ce problème à bras le corps en finançant avec l'aide des collectivités territoriales le nombre de places en crèche suffisant pour l'ensemble de notre territoire. Pourtant cela coûte un fric fou à la Sécurité Sociale via la CAF et à l'Etat que ce soit en crédits d'impôts ou en subventions !

Un secteur essentiel, vital, non pris en charge collectivement par notre société : les entreprises s'en sont mêlées. Le fait que certaines soient déficitaires, que d'autres soient en association loi 1901, n'exclut en rien le profit. People & Baby est chaque année déficitaire : et pour cause elle loue à prix d'or ses locaux qui appartiennent à Christophe Durieux et Odile Broglin ... leurs deux seuls actionnaires !

Ajoutons à cela que des villes font appel tous azimuts y compris des crèches confessionnelles pour que tout le monde ait accès aux places en crèche. ... Ayant pris le pli, elles continuent à le faire même quand des crèches publiques sont à moitié vides par manque de professionnels (et donc elles paient le personnel de crèches privées dans des locaux alors que ses propres locaux sont inexploités en partie).

Cela doit s'arrêter !

L'ensemble des professionnels fait un travail formidable. Il y a nécessité de les titulariser dans un vaste service public de la petite enfance adapté selon les besoins territoriaux.

Il n'y a pas de raisons que les habitants d'une commune n'ayant pas les moyens de prendre en charge des structures collectives en soient privé ni que certaines communes qui pourraient faire cet effort ne le fassent pas !

Le gouvernement cherche de « l'efficacité budgétaire » voilà un moyen simple d'y arriver : créons un véritable service public national de la petite enfance, titularisons les personnels et créons autant de structures collectives que de besoin.

Le bulletin Résistance Sociale est une
publication de Résistance Sociale,
association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice

de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)